

Réserves de capacité imposées durant la première vague: les énormes pertes des hôpitaux se confirment

Les hôpitaux et les cliniques suisses affrontent actuellement la deuxième vague du coronavirus au prix d'efforts considérables. Or le préjudice financier qu'ils ont subi en raison de l'ordre du Conseil fédéral de mettre à disposition des capacités lors de la première vague n'a toujours pas été compensé. Sur la base des trois premiers trimestres, les pertes estimées pour 2020 oscillent entre CHF 1.7 milliard et 2.1 milliards.

L'association SpitalBenchmark et PwC Suisse ont procédé à un nouveau calcul du préjudice financier lié en particulier à la première vague de la pandémie. Ces nouveaux chiffres, qui tiennent compte des données du troisième trimestre, sont publiés dans le Livre blanc 3.0.

Craintes pour la survie de certains hôpitaux

L'analyse des résultats intermédiaires de 161 hôpitaux et cliniques des domaines des soins somatiques aigus, de la psychiatrie et de la réadaptation totalisant plus de 805'000 cas stationnaires à fin septembre confirme les prévisions d'août 2020. Le manque à gagner en raison de l'interdiction de réaliser des interventions et des traitements non urgents représente entre CHF 0.9 milliard et 1.1 milliard. Cette interdiction imposée par le conseiller fédéral Alain Berset a entraîné d'importantes surcapacités dans les hôpitaux. Et contrairement à la plupart des cantons, le gouvernement fédéral refuse d'assumer sa responsabilité financière: les coûts de sa «commande» de prestations de réserve (interdiction des traitements électifs) ne sont toujours pas indemnisés. Cette attitude dilatoire suscite l'incompréhension des fournisseurs de prestations. Certains hôpitaux se trouvent même menacés dans leur survie.

L'effet de rattrapage prévu par le Conseil fédéral n'a pas lieu

Le Conseil fédéral partait du principe qu'il y aurait un effet de rattrapage des interventions et des traitements suspendus durant la phase d'interdiction. Dans l'ensemble, l'évaluation des 805'000 séjours hospitaliers ne confirme pas cette prévision. D'une part, la demande en prestations électives a été moins importante que l'année précédente. D'autre part, les infrastructures et les effectifs des hôpitaux suisses ne sont pas calculés pour fournir des prestations supplémentaires dépassant largement le cadre habituel. Cela tient aussi à la politique d'austérité à l'égard des prestations des hôpitaux menée par la Confédération et les cantons ces dernières années.

Même sans prendre en considération la croissance réelle, les admissions en stationnaire jusqu'à fin septembre représentent tout juste 95% de celles de la même période de l'année précédente. Les chiffres montrent en outre que, pendant la première vague, les cas urgents tels que des crises cardiaques ou des attaques cérébrales ont été nettement moins nombreux. On peut donc supposer que beaucoup de patients ont aussi fait l'impasse sur des traitements hospitaliers urgents. Cela n'est souhaitable à aucun égard.

La situation ne s'améliorera pas avec la deuxième vague

Les effets financiers de la deuxième vague, dès octobre 2020, sont encore plus difficiles à prévoir. Seules certitudes, il ne pourra plus y avoir d'effet de rattrapage par rapport à la première vague et donc pas de compensation possible du manque à gagner. De premiers retours des hôpitaux et cliniques indiquent que les effets de la deuxième vague varient d'une région à l'autre. Mais cette fois, la gestion des flux de patients est de la compétence des directions des institutions, ce qui devrait permettre de limiter les éventuelles pertes financières durant le quatrième trimestre.

Selon les fournisseurs de prestations, il est d'autant plus important que le préjudice de la première vague soit traité de manière équitable et appropriée. Ils attendent une réaction adéquate de la Confédération et sa participation financière.

Livre blanc 3.0

L'association SpitalBenchmark et PwC Suisse sont convaincus que cette version 3.0 du Livre blanc (www.spitalbenchmark.ch/publikationen) constitue une base de discussion factuelle et constructive.

Contacts pour les médias

Thomas Brack, président

Tél.: 079 247 19 88 (16 décembre 2020, de 14h00 à 15h00)

E-mail: thomas.brack@spital-limmattal.ch

Patrick Schwendener, PwC, responsable Deals Systèmes de santé

Tél.: 079 816 69 10 (16 décembre 2020, de 14h00 à 15h00)

E-mail: patrick.schwendener@pwc.ch

Ces calculs seront actualisés en 2021 après le bouclage des comptes annuels.

Informations détaillées sur les estimations réalisées jusqu'à présent:

www.spitalbenchmark.ch/publikationen/

www.pwc.ch/gesundheitswesen

La **Verein SpitalBenchmark** est une association indépendante, active à l'échelle nationale, des fournisseurs de prestations des secteurs de la somatique aiguë, de la psychiatrie et de la réadaptation. Elle s'engage en faveur de la transparence des coûts et de l'efficacité dans le secteur de la santé.

L'association regroupe 180 membres actifs dans l'ensemble de la Suisse et couvre ainsi une grande partie des fournisseurs de prestations. Depuis 2007, elle fournit à ses membres des évaluations fondées sur des données validées et met à leur disposition une banque de données à des fins de comparaison. L'objectif est d'apprendre les uns des autres. Dans le même temps, l'association assure la transparence des coûts vis-à-vis du public, dans le respect des dispositions légales. SpitalBenchmark assume un rôle leader en Suisse pour les comparaisons entre établissements dans le secteur de la santé.

PwC œuvre à développer la confiance dans la société et à résoudre des problèmes importants. Notre réseau d'entreprises est implanté dans 158 pays et emploie plus de 250'000 collaborateurs animés par une même volonté de fournir des services d'assurance, de fiscalité et de conseil de qualité pour l'économie, et les entreprises en particulier, ainsi que pour la société.

Une offre de prestations intégrée, complétée par une expertise dans les domaines classiques de la révision, du conseil fiscal, juridique et économique, à laquelle s'ajoute une connaissance spécifique des branches ainsi que des thèmes et des solutions numériques, permet d'associer la technologie, l'homme et la méthode. PwC Suisse dispose de 3300 collaborateurs et associés répartis sur 14 sites en Suisse et un dans la principauté de Liechtenstein.

